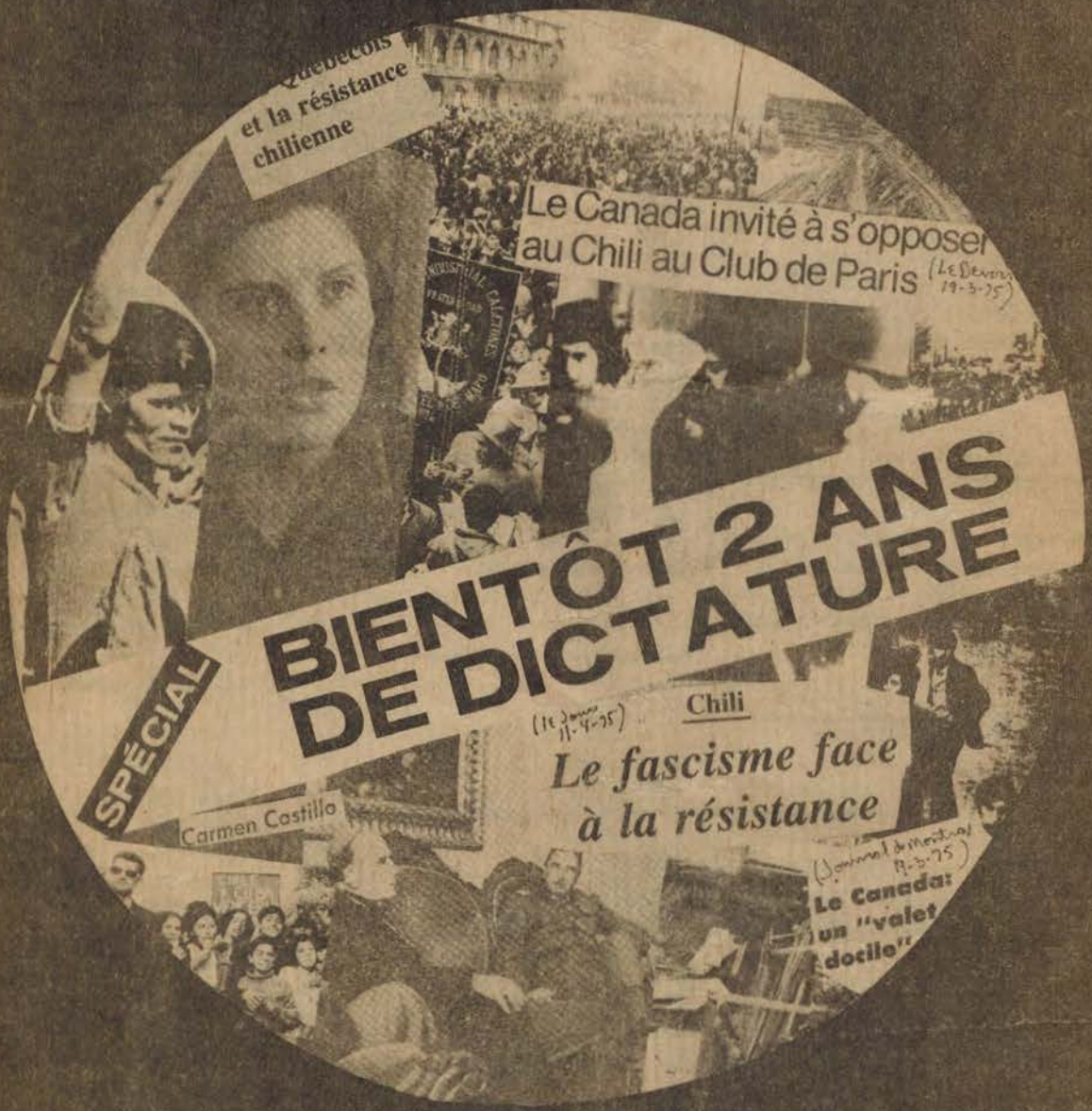
JUIN - JUILLET 1975 – NUMEROS 15-16

50 cents

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS



COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI, 356 ONTARIO EST MTL 129 TEL. 842-8459

SOMMAIRE

	PAGE
"JE VEUX DIRE SURTOUT QUE MON PEUPLE A ETE BATTU MAIS NON VAINCU". o Discours de Carmen Castillo, Montréal, 18 avril	3-5
BIENTOT 2 ANS DE DICTATURE o La politique économique des militaires	6-12
L'EGLISE CHILIENNE: UNE SOLIDARITE DE CLASSE	13
UNIO N ET DESUNION DE LA GAUCHE CHILIENNE	14-20
BILAN-CAMPAGNE - BILAN-CAMPAGNE o Femmes, enfants, marins	20-22
SOLIDARITE INTERNATIONALE	23

Chants de la Résistance chilienne
Aidez-nous à diffuser le disque:
o en assurant la vente dans votre milieu
o en diffusant le communiqué de presse dans tous les medias (copies disponibles au Comité)

A lire:
Entrevue avec des militants du Comité de Solidarité Québec-Chili dans la Revue "Mobilisation", Vol. 4, No 7, avril 75, p. 32 à 37.

En vente au Comité, publications d'organisations chiliennes: El Rebelde (0.25), Correo de la Resistencia (1.00), Resistencia (0.50)

Le groupe d'appui à la Résistance chilienne (GAR CH), groupe de militantes chiliennes réfugiées a préparé un montage de diapositives sur la participation des femmes dans les luttes ouvrières et populaires au Chili - Pour l'obtenir: s'adresser au Comité.

Appui financier à la Résistance
Le 18 avril dernier, lors de la soirée clôturant la campagne pour la libération des femmes chiliennes emprisonnées, le Comité Québec-Chili a remis $5000. à Carmen Castillo pour qu'elle le remette à la Résistance chilienne de l'intérieur.

Cela porte à $16,000. le montant envoyé par le Comité à la Résistance.

BON DE COMMANDE

ABONNEMENT RÉGULIER $ 5.00 (pour un an)
ABONNEMENT DE SOUTIEN $10.00 (pour un an)

Nom . . . . . Date . . . . . .
Adresse . . . . . Tél . . . . . .
. . . . . .

Abonnement de soutien ☐
Abonnement régulier ☐ NUMERO A L'UNITE: $0.50

Faire votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, et retourner-le à 356 rue Ontario Est, Montréal.

N'oubliez pas de renouveler votre abonnement.

Vous trouverez avec le *Chili-Québec Informations*, No 15, le dossier *"Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales"*. Panorama de l'exploitation des travailleurs par l'impérialisme et les multinationales et de leurs luttes. Document préparé par le Secrétariat Québec-Amérique latine dans le cadre de la Conférence internationale de Solidarité Ouvrière (C.I.S.O.) Pour des copies supplémentaires, 356, Ontario, Est - Montréal 129.

"JE VEUX DIRE SURTOUT QUE MON PEUPLE À ÉTÉ BATTU, MAIS NON VAINCU."

Ce discours a été prononcé par Carmen Castillo, le soir du meeting du 18 avril au sous-sol de l'église St-Louis de France.

Camarades québécois,

Je voudrais d'abord vous transmettre le salut combatif et révolutionnaire de la Résistance chilienne, du peuple chilien organisé dans les comités de résistance, de tous les militants engagés dans le combat à mort contre la dictature militaire, et notamment de notre secrétaire-général Andrès Pascal Allende et du Comité extérieur de notre parti.

J'accomplis aujourd'hui à la fois une mission et un devoir. Le 5 octobre de l'année 1974, je suis tombée aux mains des militaires chiliens, durant l'affrontement dans lequel mourut, en combattant, mon compagnon, le secrétaire-général du MIR Mouvement de la Gauche Révolutionnaire).

Une grande mobilisation internationale obligea la Junte militaire à me libérer moins d'un mois après mon arrestation. J'ai alors compris, d'une façon très concrète et personnelle, l'importance du mouvement de solidarité internationale qui dénonce les crimes de la Junte militaire, en même temps que j'ai pris la ferme décision que dès que mes forces physiques me le permettraient, je parcourerais tous les pays du monde pour informer de ce qui se passe au Chili, pour expliquer pourquoi cela arrive et proposer des actions pour faire cesser cette situation.

Aujourd'hui le peuple chilien traverse une dure épreuve. Depuis le 11 septembre 1973 la contre-révolution s'est imposée. Les classes dominantes ont compris que la seule façon par laquelle l'ordre bourgeois pourrait être sauvé était l'Etat d'exception, la dictature militaire la plus sanglante qu'a connue l'Amérique Latine.

Toutes les conquêtes démocratiques du peuple chilien, toutes les institutions démocratico-bourgeoises qui existaient depuis 150 ans ont été détruites par les militaires, au nom des intérêts suprêmes du capital. Le plus grand appareil répressif que notre continent a connu a été mis sur pied au Chili. Les résultats sont visibles: plus de 30,000 morts, plus de 100,000 prisonniers, la torture et l'humiliation de dizaines de milliers de personnes, l'insécurité collective, le couvre-feu qui se poursuit plus d'un an et demi après le coup d'Etat, la clôture de toute la presse d'opposition, la répression dans les universités et des activités culturelles et artistiques en général, etc.

Tout cela, néanmoins, répond à la logique de l'accumulation capitaliste basée sur la surexploitation de la force de travail qui est l'axe de la politique économique des militaires et technocrates représentants de la Bourgeoisie monopoliste aujourd'hui au pouvoir à Santiago. La reconstruction capitaliste du Chili sert avant tout les intérêts des grands monopoles internationaux, de ces compagnies multinationales qui comme l'ITT sont les premiers responsables du coup d'Etat. Ces compagnies sont l'expression dans le monde entier de la présence de l'imrialisme américain, notre ennemi commun. La clique militaire, actuellement au pouvoir au Chili, est le garant de ces intérêts. Même si pour eux il fallait non seulement briser les institutions que les généraux disaient vouloir défendre au moment du coup d'Etat, mais aussi rompre avec les "valeurs morales" dont ces mêmes généraux se voulaient les défenseurs.

Les événements du Chili sont riches en leçons. Ils nous démontrent que, quand les intérêts des classes dominantes sont menacés par la montée du mouvement des masses, la bourgeoisie est prête à renoncer à toutes ses véléités démocrates et humanistes pour préserver ses privilèges tout court. Ils nous démontrent que dans la période impérialiste, dans les

conditions du capitalisme dépendant, la seule façon par laquelle la dite "révolution bourgeoise" peut s'accomplir c'est en tant que contre-révolution sanglante. Cela est la leçon du Brésil, de l'Uruguay, de la Bolivie et de mon pays.

Pour la première fois, elles "descendent dans la rue "réclamer à manger. "C'est la famine des affameurs.

Je veux vous citer un exemple que, même s'il n'est pas le plus important, est révélateur de l'impasse historique que vit l'idéologie bourgeoise en Amérique Latine et au Chili en particilier. Vous vous souviendrez du rôle qu'a joué la mobilisation des femmes dans le harcèlement du gouvernement de l'Unité Populaire. La droite a sû mobiliser des milliers et des milliers de femmes, pas seulement de la bourgeoisie, mais aussi de la petite bourgeoisie et même de certaines couches populaires, contre le gouvernement et la gauche en général. Cette mobilisation avait deux axes: *l'amélioration des conditions de vie,* c'est-à-dire la lutte contre l'inflation, contre le marché noir et la rareté des vivres, phénomènes dont la bourgeoisie n'était pas innocente, et *le respect des libertés démocratiques* qui étaient soi-disant menacées par *"l'emprise communiste".*

La bourgeoisie chilienne savait ce qu'elle faisait. Elle utilisait les femmes comme son bouclier politique et idéologique. Elle profitait d'un anticommunisme primaire qu'elle-même avait nourri pendant des années. Elle profitait du retard politique et idéologique des grandes franges des femmes chiliennes pour les transformer en masse de manoeuvre de ses projets fascistes.

D'une part le pharisaisme le plus complet, d'autre part l'aveuglement le plus grand. Pharisaisme parce que cette bourgeoisie qui mobilisait les femmes contre le manque de vivres, comme je viens de le dire, était la responsable par la spéculation et le marché noir. Parce que cette bourgeoisie, qui entrainait les femmes à lutter pour la démocratie, était déjà engagée avec un projet clairement antidémocratique. Parce que, finalement, cette bourgeoisie historiquement responsable de la situation matérielle et idéologique dans laquelle se trouvait la plupart des femmes du Chili, faisait appel à ces mêmes femmes pour soutenir une lutte qui aurait comme résultat le renforcement d'un ordre - à ce moment-là ébranlé - qui était à la base de l'inégalité féminine.

Mais, il faut dire, camarades, que si une partie des femmes ont pu être trompées par la mystification bourgeoise, il y en a eu d'autres et elles étaient des milliers aussi - qui ont sû résister. Qui ont compris dès le début qui étaient les véritables ennemis et comment les combattre? Et qui, en fonction de cette attitude, ont subi et subissent encore aujourd'hui toute la rigueur de la répression.

Ces femmes-là, les véritables filles du peuple de mon pays, sont porteuses des meilleures valeurs, des valeurs démocratiques et révolutionnaires. Elles savaient et aujourd'hui le savent d'une façon particulièrement dramatique que "l'ordre" implanté par les militaires non seulement signifie que l'oppression en général est plus grande, mais encore qu'elle renforce l'oppression spécifique des femmes.

Ceux qui ont organisé jadis les marches de casseroles vides, ont fait sombrer le pays dans la famine la plus terrible. Ceux qui ont mobilisé, au nom de la démocratie et des valeurs chrétiennes et occidentales, sont les responsables des assassinats politiques, des viols, de la torture, de toutes sortes d'humiliations.

Mais, camarades, je ne veux pas vous brosser exclusivement un tableau misérabiliste. Je ne veux pas seulement vous parler de nos souffrances. *Je veux dire, surtout, que mon peuple a été battu, mais non vaincu.*

Que grâce aux grandes réserves révolutionnaires de notre classe ouvrière et d'autres couches exploitées, que grâce à la décision de milliers de militants de ne pas abandonner le champ de la lutte, parmi lesquels sont les militants et les dirigeants de mon parti, - la Résistance est aujourd'hui une réalité que ni nos ennemis, ni les défaitistes, peuvent nier.

Et puisque je vous ai parlé des souffrances de nos femmes, permettez-moi que je vous parle aussi de leur combativité, du rôle qu'elles jouent aujourd'hui dans la réorganisation du mouvement des masses, dans la préparation des combats de l'avenir.

Le Chili des bidonvilles (población)

Par exemple, elles s'organisent dans les quartiers populaires pour affronter la faim, créant ce qu'on appelle les "soupes populaires". Elles participent aux activités des Comités de Résistance, dans les industries, dans les poblaciones, à la campagne, distribuant la

propagande clandestine de la Résistance. Elles inventent, dans les prisons, mille formes d'organisation pour s'entraider, se soutenir et progresser. Elles résistent à la torture, souvent jusqu'à la mort. Comme Lumi Videla, membre de notre Comité Central, morte sous la torture, comme Gladys Dias, dirigeante des masses et propagandiste de la révolution prolétarienne, récemment arrêtée par les militaires et qui subit aujourd'hui de cruelles tortures. D'autres comme la camarade Cristina, brésilienne, militante du MIR, morte au combat, les armes à la main, à Concepcion, comme ces milliers de militantes qui sont aujourd'hui disposées à aller jusqu'au bout dans leur combat contre la dictature, pour la révolution socialiste.

Ces femmes et hommes qui subissent aujourd'hui, au Chili, le poids de la répression sont les premiers à exiger une action plus ferme et plus unitaire de l'ensemble de la Gauche chilienne. Je voudrais me faire ici l'écho de leur exigence.

Le potentiel de lutte du peuple chilien est supérieur à ce qu'il parait. Mais ce potentiel de lutte ne s'exprimera pas complètement si nous sommes incapables d'offrir une alternative politique capable d'unifier l'ensemble du peuple. Cette alternative politique populaire ne peut pas être autre qu'un vaste front politique de la Résistance qui rassemble toutes les forces politiques prêtres à renverser la dictature. Ce front politique ne s'est pas encore concrétisé au Chili.

Le peuple exige que l'unité, qui aujourd'hui existe à la base, se concrétise. C'est lui qui demande aussi la multiplication des actions de solidarité internationale dans le but d'accentuer l'isolement des militaires. Je voudrais me faire ici l'écho de leur appel.

Mobilisons-nous en défense des prisonniers chiliens, notamment de ceux qui ne sont pas reconnus, c'est-à-dire ceux que la Junte kidnappe pour pouvoir ensuite nier qu'elle les a. La vie de ces prisonniers est en danger immédiat, c'est le cas de Bautista Van Schowen, Jorge Montes, Gustavo Ruz, Maria Cristina Lopez qui depuis des mois subissent les pires tortures.

BAUTISTA VAN SCHOWEN, il vit, il faut le sauver.

"Il nous montre la dignité et la rend quotidienne pour qu'elle soit transmise à toutes les prisons du monde."
PATRICIO MANNS, Chants de la Résistance

Mobilisons-nous en particulier en défense de femmes et des enfants, prisonniers ou otages, menacés par la terreur des militaires, en se joignant à la campagne d'envoi de lettre pour soutenir ces prisonniers, pour empêcher qu'on les torture, pour les libérer. Je veux vous dire une fois de plus que je suis convaincue de l'efficacité de ces démarches.

Luttons pour la défense de tous les prisonniers politiques d'Amérique Latine, notamment les dirigeants Tupamaros qui ont été récemment arrêtés à Buenos Aires par la police de Isabel Peron. Je veux vous dire également que ma présence ici est aussi la présence de la Junte de Cordination Révolutionnaire de l'Amérique Latine, intégrée par le Mouvement de Libération National (Tupamaros) de l'Uruguay, par le Parti Révolutionnaire des Travailleurs et l'Armée Révolutionnaire du Peuple, de l'Argentine, par l'Armée de Libération Nationale, de Bolivie et par le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, du Chili.

Mobilisons-nous aussi pour soutenir financirement la lutte de Résistance du peuple chilien.

Les victoires des peuples du Vietnam et du Cambodge sont nos victoires et nous indiquent le chemin à suivre.

Nos combattants au Chili, commencent à recueillir les premiers fruits de leur détermination de ne pas abandonner le front de la lutte. Des centaines de Comités de Résistance, la lutte dans les organismes permis par la dictature, la propagande qui se multiplie, le sabotage et le travail lent qui nuit à la production, les premières actions de propagande avec couverture militaire qui se développent à Santiago, indiquent que nous avons pu surmonter les difficultés des premiers mois et que le rapport de force peut se modifier. La lutte sera longue, sans doute, mais notre détermination nous emmènera à la victoire.

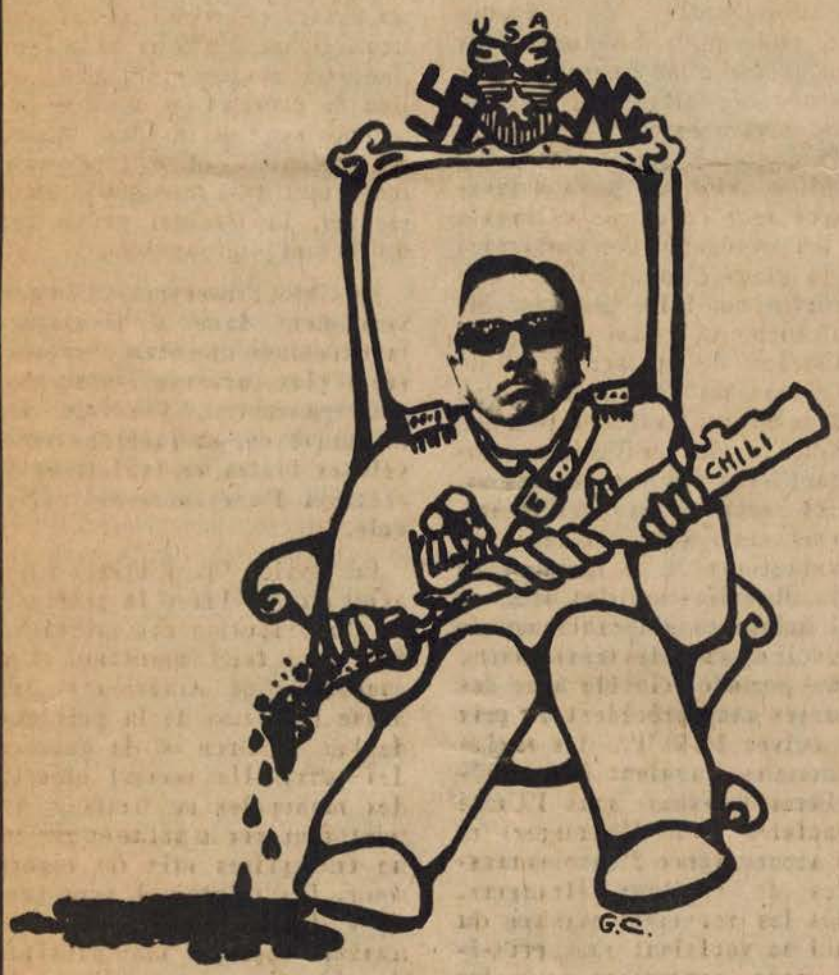
Nous poursuivrons notre chemin. Le chemin que nous ont tracé le courage et la lucidité de Miguel Enriquez, Bautista Von Schowen et tous ceux qui sont morts pour la résistance ou emprisonnés par les militaires, ont offert à leur peuple et au monde un exemple supérieur d'humanité.

Un tel peuple ne sera jamais vaincu! Avec votre appui, nous atteindrons la victoire.

VIVE LA REVOLUTION OUVRIERE ET PAYSANNE AU CHILI!

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE!

BIENTOT 2 ANS DE DICTATURE



Vous vous souvenez sans doute du communiqué des militaires qui annonça le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Il disait entre autres: *"Les travailleurs du Chili peuvent être assurés que leurs conquêtes économique et sociale seront respectées."* Plusieurs ont pu être alors assez naifs pour croire que cela serait vrai, qu'en sommes les militaires ne venaient que remettre un peu d'ordre. Mais la répression sanglante et brutale des premiers mois enleva vite nos illusions.

Aujourd'hui, la presse de droite, le "Newsweek", le New York Times" etc... comme celle de gauche ou plus libérale, admet que la politique économique des militaires a plongé dans la misère la grande majorité du peuple chilien. A titre d'illustration: il y a 15 mois, une journée de salaire d'un ouvrier payé au salaire minimum lui permettait d'acheter du riz pour le mois. Aujourd'hui, elle ne lui permet pas d'en acheter pour un repas. Mais cet ouvrier peut se compter "chanceux" car 85% de ceux qui travaillent actuellement ne reçoivent pas le salaire minimum et il y a plus de 600,000 chômeurs, en fait, 20% de la population active chilienne normale est en chômage (au Québec: 10%).

Il est difficile de comprendre comment un pays ayant atteint un niveau relativement haut de développement économique et social et comptant sur une classe ouvrière si organisée et combative régresse si violemment. L'impérialisme (principalement américain) et la grande bourgeoisie chilienne, à la suite d'une série d'échecs et de reculs se sont abattus sur la classe ouvrière, paysanne et les couches moyennes avec une brutalité et une rapidité extraordinai-

re. C'est la conséquence implacable de la lutte des classes. L'histoire ne se déroule pas de façon linéaire. Plus la lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie s'intensifie, plus les revers et les victoires de l'une et de l'autre modifient profondément le panorama. Aussi, les conquêtes économiques et sociales des travailleurs chiliens des 50 dernières années se trouvent balayées et il faut revenir au début du siècle pour retrouver les conditions de misère et de surexploitation dans lesquelles se trouve le peuple chilien sous la botte militaire.

I- LES MILITAIRES SONT AU SERVICE DE LA GRANDE BOURGEOISIE

L'armée chilienne n'a été que l'instrument ultime de la grande bourgeoisie chilienne (terrienne et industrielle) et des grands capitalistes étrangers pour reconquérir ce que le peuple, à travers de longues années de lutte, et en particulier sous le gouvernement de l'Unité Populaire, était en train de lui ravir: *son pouvoir et une partie de ses richesses.* La politique économique des militaires reflète donc parfaitement les intérêts de la grande bourgeoisie chilienne et étrangère.

On peut différencier trois périodes dans l'évolution de la situation économique:

- la première, de septembre '73 à avril '74 (8 premiers mois de dictature)
- la deuxième, de mai '74 à janvier '75 (le commencement de la crise)
- la troisième, de janvier '75 à maintenant (le désastre).

1) Septembre 1973 à avril 1974

Durant les huit premiers mois de junte militaire, les anciens propriétaires reprennent possession de leurs usines et de leurs terres. Les américains eux reçoivent les indemnisations (I.T.T. - $125 millions, Kennecot Copper - $68 millions, Anaconda - $260 millions, Cerro Corp. (US) - $42 millions) que le gouvernement Allende avait refusé de leur payer au moment des nationalisations (cuivre, fer, salpêtre) et obtiennent la levée de toutes les mesures visant à contrôler la pénétration et la domination étrangère, (c'est la dénationalisation de l'économie chilienne). Les militaires sont même allés jusqu'à violer des accords faits entre les pays de la région andine (Vénézuéla, Pérou, etc...). Le Pacte Andin visait à aider ces pays à développer leur économie nationale en les protégeant des tentacules de la pieuvre américaine, (voir Bulletin no. 9/10, page 6). Simultanément, grâce à la généralisation de la terreur et de la répression qui signifie entre autres choses, la dissolution des syndicats, les militaires procèdent à des diminutions des salaires réels des ouvriers et employés ainsi qu'à une série de dévaluations de la monnaie et à la libéralisation des prix, ce qui baisse considérablement le pouvoir d'achat des travailleurs. Cette période coïncida avec des hausses sans précédent du prix du cuivre $1.50/lb., (les multinationales l'avaient fait artificiellement baissé sous l'Unité Populaire pour l'étranger) et fut accompagnée d'entrées massives de capitaux étrangers. Mais les nouveaux maîtres du Chili en voulaient plus, peut-être pour compenser avec les pertes encourues durant ces trois années noires du chaos marxiste! La bourgeoisie monopoliste exigea donc que d'importantes entreprises passées sous le contrôle de l'état sous l'U.P. ou même avant, sous le gouvernement Frei soient remises à l'entreprise privée. Plus de 330 entreprises de quelques 460 du secteur social ont été offertes à l'entreprise privée dont les trois complexes modernes de ciment, secteur vital de l'industrie de la construction. Imaginez Bourassa vendre, à bas prix, carrément l'Hydro-Québec à l'Alcan ou à l'I.T.T.!

Une des caractéristiques de la révolution tranquille du gouvernement Lesage (1960-66) a été la création d'entreprises étatiques (Sogefor, Sidbec, Dosco) et la prise en charge par l'état d'une partie du développement économique du Québec. La nationalisation de l'Hydro-Québec a été le symbole de cette volonté. Le gouvernement Bourassa, au contraire, recule devant les capitalistes. L'affaire de la Baie James le montre clairement, au lieu de prendre en main le développement de la Baie James, les libéraux l'offre généreusement aux gros monopoles américains, la Bechtel prétextant qu'ils sont plus capables.

Au Chili, l'intervention du gouvernement dans le développement économique était plus poussée et plus ancienne (depuis sept gouvernements), l'arrivée des militaires va, en quelques mois, saboter toutes les initiatives de création d'une économie nationale.

En février '74, l'inflation qui avait été soi-disant la principale préoccupation des militaires était à un taux inquiétant et la consommation intérieure très basse (à cause de la politique de bas salaires et de hausses des prix). Un second objectif des monopoles se trouvait atteint: éliminer la petite et moyenne entreprises afin de régner seuls. Les militaires, sous prétexte de combattre l'inflation, avaient appliqué une politique de réduction des crédits à la petite entreprise et d'augmentation des taux d'intérêts. Mais à partir de mai '74, la conjoncture extérieure changea.

2) *Mai 1974 à janvier 1975*

La crise actuelle du capitalisme à l'échelle internationale affecta profondément la grande bourgeoisie chilienne. D'abord les investissements et crédits étrangers se font plus rares, les capitalistes américains ne sont pas prêts à investir beaucoup dans un pays où le taux d'inflation bat tous les records et où l'ordre politique qui y règne n'est pas assuré définitivement. Puis la principale source de devises, le cuivre, est lui aussi au plus bas prix ($0.52 lb.).

CRISES ET CAPITALISME SONT INDISSOCIABLES.

Alors la bourgeoisie n'a pas le choix, sa raison de vivre étant le profit, elle doit trouver le moyen d'en faire coûte que coûte. Et comme elle ne peut compter en faire avec les richesses du pays (le cuivre), ni grâce à des tours de passe financiers, il ne lui reste qu'à se retourner sur l'autre bout de la chaîne: CAPITAL + TRAVAIL = PROFITS. C'est donc en exploitant davantage les travailleurs chiliens que la bourgeoisie espère s'en sortir. Concrètement, cela veut dire augmentations des heures de travail, absences de bénéfices marginaux, baisses de salaire et aucune possibilités légales de négociations des conditions de travail. Les profits réalisés ce n'est rien d'autre que le temps de travail volé aux travailleurs et les militaires sont là au cas ou...

En période de crise économique, la bourgeoisie ne trouve pas d'autres solutions que celle d'augmenter la répression contre les travailleurs (au Québec, ça se voit, non!).

COMMENT LES CAPITALISTES AFFRONTENT LES CRISES.

Donc de septembre 1973 à janvier 1975, toutes les politiques économiques de la dictature visèrent ces deux buts:

1) Assurer, par la force, la surexploitation de la classe ouvrière pour assurer des surprofits à ceux par qui et pour qui les militaires sont au pouvoir et cela malgré la conjoncture mondiale de récession économique; et

2) Faire de l'économie chilienne, une économie capitaliste totalement dépendante de l'impérialisme arrivée à un haut degré de monopolisation (où les petites et moyennes sont absorbées par les monopoles).

LA SOLUTION DES IMPERIALISTES: SE SERRER LA CEINTURE.

3) *Janvier 1975 à maintenant*

Plus concrètement comment se manifeste cette crise économique et qu'est-ce que les militaires ont fait ces trois derniers mois?

a) D'abord, ils ont fait appel aux savants technocrates américains (mars '75) et évidemment à ceux qui ont les théories économiques les plus réactionnaires, ceux de l'école de Chicago qui d'ailleurs inspiraient la Junte depuis son arrivée au pouvoir. Il s'agit des économistes de l'Université de Chicago qui proclament que pour avoir une économie saine, l'état ne doit pas intervenir dans les mécanismes de la libre entreprise et du libre marché. Influents aux Etats-Unis sous Eisenhower, ils ont été balayés de la scène américaine avec l'arrivée des Kennedy. Mais aussitôt pour ne pas tout perdre, l'école de Chicago passa un contrat avec l'Université catholique du Chili pour la formation des économistes chiliens. Tout ceux qui conseillent ou occupent des postes depuis le coup d'état ont été formés par ces théories.

Pas étonnant qu'ils dilapident l'économie chilienne. Alors les grands frères sont venus, ont étudié le cas, posé un diagnostic et prescrit un traitement, ça donne ceci:

1) l'économie chilienne est en crise aigue

2) son mal: l'inflation (l'inflation a le dos large)

3) remède: une politique radicale anti-inflationniste coûte que coûte.

b) Ensuite, Pinochet a remanié son cabinet pour être certain que la politique proposée par les "Chicago boys" soit appliquée.

Voyons qu'est-ce que ça donne.

Les politiques des militaires en matières économiques

1. Récession économique

o baisse de la production industrielle de janvier '74 à janvier '75: 17.9%
o surtout ind. des biens de consommation courante
- alimentation: baisse de 25.6%
- boisson
- vêtement - chaussure

2. Réduction des dépenses publiques

o de 15 à 20% dans les prochains mois
o abolition de la sécurité d'emploi dans ce secteur

Les budget des ministères de la santé, éducation, sécurité sociale, construction domiciliaire correspondent à 10.6% du Budget total de 1974 par rapport à 34.6% en 1971.

Conséquences pour les travailleurs, la petite bourgeoisie et l'économie nationale

Faillite de petites et moyennes entreprises

o chômage
o hausse des prix

Chômage des employés du secteur public et para-public

100,000 en chômage politique (mis-à-pied car soupçonnés d'être de gauche);
100,000 en chômage économique

o Domaine de la santé

- abolition de la gratuité
- réduction et détérioration des services
- hausse des maladie et taux de mortalité (infantile) et débilité mentale

(au Québec, depuis '72, l'augmentation du budget de l'état pour la santé couvre à peine le taux d'inflation)

- indigence des veillards

o Domaine de l'éducation

- disparition des programmes spécifiques pour les milieux populaires
- abolition de la gratuité à l'université

Les institutions d'enseignement devront s'autofinancer (au Québec, considérant l'inflation, les dépenses dans le secteur de l'éducation, n'augmentent pas depuis 1971/72).

o Domaine du logement, **de tout temps, un secteur déficient**

- paralysie des projets de construction domiciliaire à prix modiques et d'équipements sociaux (aqueducs, etc...)

o Paralysie du développement du Réseau routier (montagne + campagne).

LA REPRESSION C'EST AUSSI LE CHOMAGE.

3. Dévaluation périodique de la monnaie
Création de la monnaie: "Peso" qui vaudra 1000 "Escudo" (monnaie actuelle).

4. Etablissement d'un taux de change unique
politique libre - échangiste

Baisse du pouvoir d'achat
Normalement, la dévaluation d'une monnaie donne à court terme des avantages à un pays qui peut, par exemple, en profiter pour accroître ses exportations. C'est pour cela que les Etats-Unis essaient d'empêcher les autres pays capitalistes de dévaluer. Mais dans le cas du Chili, comme il n'y a plus d'économie nationale et que ce qui en reste, est dans les mains des monopoles américains, la dévaluation leur profite, d'autant plus que les salaires sont bloqués au plus bas.

o Baisse de la consommation alimentaire, en particulier
- réduction brutale de la consommation de viande, légumes et fruits, poisson (niveau de consommation de 1929) et du poulet (baisse de 33% par rapport à l'année 1970).

Augmentation indiscriminée des importations
Sous l'Unité Populaire, la monnaie chilienne avait différente valeur selon qu'elle était échangée contre des produits importés de première nécessité (blé) ou de luxe. Cela permettait d'acheter plus de produits de première nécessité.
o Faillite de petites et moyennes entreprises qui ne peuvent concurrencer les importations

o Plus grande monopolisation de l'économie
(Comme le marché intérieur est facilement accessible (faibles douanes, facilités, etc...) les marchandises arrivent en masse et les entreprises plus petites ne peuvent concurrencer les prix des monopoles, alors elles périclitent. Cela s'est produit par exemple dans le secteur des appareils électriques, réfrigérateurs, etc... où deux anciennes compa-

LES CAPITALISTES ALIMENTENT L'INFLATION EN FAISANT SEMBLANT DE LA COMBATTRE.

gnies chiliennes se sont vus concurrencer par les américains, aussi ces compagnies ont-elles mis à pied récemment plus de 1,000 travailleurs spécialisés.)
5% de la population possède 50% du revenu national

o Hausse des prix dans le secteur alimentaire (septembre '73 - septembre '74) augmentation moyenne de 2900% par rapport à l'augmentation des rémunérations de 1018%.

5. Liberté des prix
o modification du système de calcul des indices

Hausse de l'inflation.
Depuis 40 ans, la législation chilienne imposait un contrôle des prix.

Taux d'inflation

	Chili	Québec
1973	380%	11.9%
1974	600%	12.6%

o Baisse du pouvoir d'achat (1 enfant sur 4, quartiers populaires de Santiago, souffre de dénutrition: faim, misère (acheter un journal, prendre l'autobus est devenu un luxe).

LES CAPITALISTES SONT HORRIFIES PAR LEUR REJETON.

6. Rémunérations (salaires)
- modification du système de réajustements périodiques (indexation) établi depuis plus de 10 ans équivalent à des baisses de salaires mais des réajustements périodiques existent considérant qu'il est nécessaire de donner un minimum de subsistance pour la survivance physique des travailleurs.
- disparition de la loi du salair minimum
- contrôle des organisations de "participation ouvriers - patrons" appelées syndicats. (Aujourd'hui, le président du syndicat est automatiquement l'ouvrier le plus vieux. Les nouvelles lois de Bourassa et Choquette interdiront aux dirigeants combatifs de diriger leur syndicat.

Baisse des salaires
o Augmentations des heures de travail (49 heures/semaine).
o La part des salaires dans le revenu national est passée de 1973 à 1974 de 55% à 33% (56% au Québec en 1974)

Les changements dans l'équipe ministérielle du mois d'avril et l'entrée de civils qui passent de 3 à 7 dans le cabinet renforcent la politique répressive et génocidaire soutenue par la dictature depuis septembre 1973. Ceux qui s'attendaient à une légère libéralisation du régime devant la crise se sont fortement trompés. Cet événement est survenu alors qu'on assistait à des manifestations de désaccords, disputes et même de protestations dans différents milieux de la bourgeoisie chilienne.

II- QUAND LES BOURGEOIS SE BATTENT ENTRE EUX.

Car bien que la contradiction fondamentale dans une société capitaliste est celle qui oppose, la bourgeoisie et le prolétariat il en existe des secondaires qui opposent entre elles différentes fractions de la bourgeoisie comme différentes couches au sein du peuple (les ouvriers, les employés de l'état, les travailleurs intellectuels, les salariés agricoles, etc...)

Au Chili, deux fractions s'opposent dans la grande bourgeoisie. La première qui est au pouvoir avec les militaires, est la fraction monopoliste. Trois clans concentrent dans des puissants empires tous les secteurs monopolisés (où un petit nombre de compagnies contrôle toute une branche économique) en étroite association avec les monopoles américains. La seconde est celle qui possède des entreprises dans des secteurs non monopolisés. Au Québec et au Canada, des luttes existent aussi entre différentes fractions de la bourgeoisie qui amènent des changements de gouvernement (des libéraux aux conservateurs) ou des changements de politique économique. Le gouvernement libéral actuel favorise les monopoles (fer - aluminium, pâtes et papier, industrie chimique) au détriment des petites et moyennes entreprises qui ne sont pas encore dans les mains de monopoles (par exemple, les entreprises de matériaux de construction, du vêtement, du meuble).

La bourgeoisie chilienne avait tout fait pour abattre le gouvernement Allende. En bloc, elle a applaudi le coup d'état et ensuite montré respect et obéissance envers les sauveurs de la Patrie. 18 mois plus tard, ce bloc n'existe plus. Les journaux chiliens des dernières semaines malgré la censure et le contrôle prouvent que les contradictions interbourgeoises sont assez vives pour qu'elles s'expriment ouvertement. Quelles sont-elles?

1. Il y a l'organisation des petits et moyens commerçants qui s'insurgent ouvertement contre les mesures édictées par la Junte, au profit des monopoles et accusent la bourgeoisie monopoliste de ne pas avoir de coeur.

2. Le Conseil du Patronat (SOFOFA) a émis des critiques sur les politiques des militaires, allant même jusqu'à demander une rectification totale des politiques de la Junte. De plus, une partie de la D.C. qui détient de gros intérêts économiques, le Club des Piranas (à cause de sa voracité) est en conflit ouvert avec la dictature.

3. Le dirigeant de l'organisation fasciste "Patria y libertad" pour sa part, a vivement dénoncé ceux qui par pur égoisme osent critiquer ceux qui ont sauvé la Patrie du chaos marxiste.

4. Dans le même sens, le général Leigh, le fasciste pur de la Junte militaire, a fustigé ceux qui ne pensaient qu'à eux et du même souffle a montré son inquiétude à propos de l'isolement progressif de la dictature qui n'a plus l'appui de toute la bourgeoisie. Aussi est-il à l'origine, avec le célèbre organisateur de la grève des compagnies de camions en 1972, Léon Villarin, d'une nouvelle organisation, autorisée par la Junte: Le Mouvement d'unité nationale (MUN) Ce mouvement de type fasciste vise à donner un appui à la dictature par l'embrigadement des gens à l'intérieur d'une structure pyramidale.

Ainsi les militaires ont des problèmes. Le Chili affronte la pire crise économique depuis 1930, les fractions de la bourgeoisie qui sont plus directement touchées commencent à protester, la Résistance populaire se renforce (cf. p. 14) international (cf. p. 23) mais qu'en est-il de l'armée?

De même que leur isolement international (cf. p.23) mais qu'en est-il de l'armée?

Les 4 militaires qui composent la Junte assument le pouvoir, de fait, au profit de la bourgeoisie monopoliste chilienne et américaine mais ne peuvent pas être considérés comme de simples hommes de paille.

Pinochet est brute mais pas cave du tout. Avec le temps, son pouvoir s'est considérablement renforci et il est difficile de croire qu'il laissera facilement sa place. Au contraire, ce sont ses co-équipiers dont la présence s'estompe! Début mars, le second officier après Pinochet de l'armée de terre, Bonilla, meurt dans un curieux accident d'avion. Plusieurs ont alors émis des doutes sur le caractère accidentel de l'événement mais pas de preuves. Il y a quelques semaines, deux conseillers français chargés d'enquêter sur la mort de Bonilla, périssent eux aussi dans un accident d'avion. Les insinuations vont bon train. Elles sont alimentées par le fait que le général qui a remplacé Bonilla comme second de l'armée: H. Bravo a aussitôt été envoyé ambassadeur en Indochine et comme la région n'est plus aussi clémente, pour les tortionnaires (contrairement à Montréal qui accueille les bourreaux du peuple Vietnamien) on peut craindre pour le pauvre général! Un autre général, le général Mahn a lui été arrêté le mois dernier et plusieurs ont pris prématurément leur retraite et un communiqué clandestin émis par des militaires rebelles fait état de quelques 3000 militaires qui auraient été tués ou emprisonnés depuis le coup d'Etat. Comme on le voit, tout ne va pas pour le mieux dans les milieux proches de la dictature.

L'EGLISE CHILIENNE, UNE SOLIDARITE DE CLASSE

L'EGLISE CHILIENNE DANS LES MAINS DE FREI...

Devant l'ampleur de la crise politique, plusieurs analystes de la situation chilienne prétendaient que Pinochet devait céder sa place, on cherchait donc un remplaçant. Souvent on nomma le Cardinal Silva Henriquez, chef de l'Eglise catholique chilienne. Celui-ci en effet, un habile diplomate a joué le médiateur entre les militaires (et la bourgeoisie) et les "pauvres opprimés".

Tous ses sermons et homélies sont des avertissements aux "grands", aux "riches" et aux dirigeants du pays pour qu'ils se montrent plus humains, plus justes, etc... Ils peuvent être considérés comme des critiques voilées au Régime mais, si elles en sont, elles montrent aussi que le peuple ne peut compter sur le Cardinal pour condamner en termes clairs la Junte et encore moins pour se libérer. Même sous le choc de la sanglante dictature, l'Eglise institutionnelle n'a pas changé; son attitude témoigne de sa solidarité de classe avec la bourgeoisie dont elle fait partie par son origine et sa formation. Cela n'empêche pas que le Cardinal intervienne auprès des militaires pour sauver des militants révolutionnaires mais ce sont des gestes individuels en contrepartie de quoi...

D'ailleurs en dehors de toutes les finesses diplomatiques, la position de classe (d'autres diraient le manque de lucidité) de l'Eglise chilienne est nettement illustrée dans la campagne que les évêques ont entrepris. Ils veulent faire lever le blocus international contre la Junte, sous prétexte qu'il accule le peuple à la misère. Belle analyse! Ils oublient peut-être que 20% du budget national va à l'apparetil répressif.

Il est à craindre que le Comité pour la Paix mis sur pied par les Eglises Catholique, Luthérienne et Juive, pour venir en aide aux victimes de la répression aient de plus en plus de difficultés à poursuivre son travail. Un des principaux responsables du Comité, Mgr Arristia, a été envoyé loin de la capitale, c'est une bonne façon de saboter le travail. Ce Comité fait un travail remarquable dans les conditions actuelles. Sa disparition serait un grave recul. Il compte sur le travail actif de plusieurs prêtres qui même sous l'Unité Populaire, avaient commencé à travailler avec le monde.

RAZZIA CONTRE LA DC

Un secteur, appelé démocratique, du Parti Démocrate-Chrétien (DC), s'est opposé au coup d'Etat avec clarté. Il s'est attiré les foudres des militaires qui ont déclenché une véritable razzia contre le groupe de Tomic (candidat du Parti D.C. contre Allende aux élections de '70). Les trois principaux représentants de cette tendance: Tomic, Fuentealba et Leighton vivent maintenant en exil (en Italie et aux Etats-Unis). Dans les journaux des dernières semaines, il y a des attaques vigoureuses contre les propos tenus par Tomic à l'étranger, la Radio Balmaceda (leur porte-parole officieux) a été fermée pour quelques jours et enfin plusieurs D.C. qui avaient encore des postes (maire, préfet, etc...) ont mystérieusement dû quitter leurs fonctions ces derniers mois. Après deux mois de prison, l'ex-député D.C., C. Huepe a été expulsé du Chili.

UNION ET DÉSUNION DE LA GAUCHE CHILIENNE

1. IL N'Y A PAS DE RESISTANCE?

Bientôt deux ans que les gorilles en uniforme exercent leur dictature féroce sur le Chili. Deux années pendant lesquelles ils ont tué, emprisonné, torturé, jeté au chômage et affamé le peuple chilien. Les coups qu'ils ont assénés aux organisations populaires existantes sont terribles, mais ils n'ont pas réussi – et cela ils le reconnaissent eux-mêmes – à détruire ces organisations. Voilà qui est fondamental.

L'échec des militaires-à-Pinochet est énorme. Marionnettes du secteur de la bourgeoisie chilienne dont les vrais intérêts "sont aux Etats", ils ont jugé, en septembre 1973, qu'il était temps de mettre fin à ce "mauvais exemple" qu'était le gouvernement de l'Unité Populaire: cet exemple pernicieux blessait l'âme sensible de la bourgeoisie chilienne; en plus, comme tout mauvais exemple, il risquait d'entraîner dans le péché de justice et de liberté de nombreux peuples d'Amérique latine et d'ailleurs. (Même au Québec, où on n'est pas plus socialiste ni internationaliste qu'il ne faut, on avait les yeux braqués sur le Chili d'Allende.) Mettant le pays à feu et à sang, les militaires ont procédé à l'exécution de leur dessein, proclamant très fort qu'ils allaient promptement laver le Chili du péché (le "cancer marxiste") et qu'ils allaient montrer au monde entier comment il faut s'y prendre pour ramener sur la bonne voie un peuple égaré dans les sentiers du socialisme. Or, deux ans après, il se trouve qu'ils n'ont rien montré du tout, si ce n'est jusqu'à quel degré de barbarie est disposée à aller la bourgeoisie quand ses intérêts sont réellement menacés.

Non seulement les gorilles n'ont pas réussi à détruire les organisations politiques populaires, mais, passé un premier moment de débandade (qui a été plus ou moins longue et plus ou moins grave, selon les partis), ces organisations ont réalisé l'opération de repli et puis se sont remises à fonctionner, c'est-à-dire à faire du travail politique parmi le monde ordinaire.

Sans trancher au couteau, on peut dire que l'opération de repli, pour la gauche, a duré à peu près un an, avec des pertes épouvantables: pendant cette période de résistance passive, militants et dirigeants de tous niveaux sont tombés comme des mouches, mais finalement l'essentiel a été sauvé: la dispersion (l'anéantissement) a été évitée, la propagande a recommencé à circuler, les comités de résistance ont commencé à se former.

Pendant ce temps l'indignation populaire n'a cessé de croître. Mais la souffrance des masses, quand elle n'a pas d'organisations à travers lesquelles s'exprimer, ne mène nulle part, sinon au désespoir. Cela, les militaires le savaient fort bien, d'où leur acharnement à anihiler les organisations de gauche. Mais dans la mesure où ces organisations reforment leurs rangs, reprennent pied dans les usines, dans les quartiers, en ville, à la campagne, la colère populaire commence à trouver où se canaliser, on passe à une phase de résistance active: la répression continue, plus brutale que jamais, mais dorénavant la résistance accumule des forces au lieu d'en perdre. C'est très précisément ce qui se passe actuellement.

A moins d'un accident historique impossible à prévoir, le peuple chilien n'est cependant pas au bout de ses peines. Car ce sont les forces de la répression qui ont encore – et de loin – l'avantage du combat et l'intiative de la manoeuvre. Les organisations populaires sont encore précaires, leur direction politique ne rejoint pas encore

massivement la population, ce qui laisse planer tous les dangers qu'on peut imaginer. Comme disait Carmen Castillo, lors de son passage à Montréal, il y a deux mois: s'il serait exagéré de dire que la Junte est de plus en plus faible et la Résistance de plus en plus forte, on peut dire néanmoins que la Junte est de moins en moins forte et la Résistance de moins en moins faible.

Ce type de résistance ne peut pas facilement faire la manchette dans les journaux, et ce n'est pas pour demain, films spectaculaires à l'appui, que Radio-Canada nous montrera les scènes de l'affrontement final entre le peuple chilien armé et les troupes commandées par les officiers-gorilles. Mais au Vietnam non plus ce n'est pas d'hier que les forces populaires anti-impérialistes ont commencé à résister, et leur résistance n'était pas moins réelle ni moins importante il y a dix ans que la veille de la libération de Saigon.

croître, passé six ou sept personnes, il se subdivise, comme n'importe quelle cellule vivante. Les règles de sécurité exigent une compartimentation stricte, de telle sorte que si un Comité tombe il n'en entraîne pas d'autres dans sa chute. La mémoire est de rigueur: pas question, bien sûr, de listes des camarades dans le carnet d'adresses... Les mesures de sécurité exigent aussi d'avoir toujours une bonne couverture pour se retrouver à tel endroit à un moment donné, d'où l'utilisation au maximum de la moindre rencontre "fortuite", le goût à développer pour les fêtes de tous ordres, les visites aux malades, la messe, les mariages, les anniversaires...

Les tâches du Comité de Résistance, outre le travail interne d'information et de formation, sont par exemple la propagande par tous les moyens imaginables (distribution des journaux clandestins, fabrication artisanale de ses propres tracts, envois postaux, inscriptions sur les murs, appels anonymes, etc.), les tâches de diversion (maintenir les militaires occupés, en les faisant courir à gauche et à droite), les sabotages mineurs (qui ralentissent la production, sans détruire la machinerie lourde, ce qui entraînerait des mises à pied), le travail politique légal et semi-légal sur tous les fronts: pousser au mécontentement contre la Junte, encourager à réclamer, à s'organiser pour soulager la misère (soupe populaire), pour améliorer la sécurité au travail, etc.; enfin n'importe quoi qui signifie que les travailleurs, par leurs propres forces, obtiennent ne serait-ce qu'un petit quelque chose, ce par quoi ils reprennent confiance en leur force et retrouvent leur combattivité.

C'est un travail de fourmi, contre lequel le lourd appareil répressif ne peut pratiquement rien, comme l'a montré, encore une fois, l'exemple du Vietnam. Tous ces Comités, en se multi-

2. LES COMITES DE RESISTANCE

On sait que d'ores et déjà les Comités de Résistance prolifèrent au Chili: seulement à Santiago, il y en a à peu près 2000 qui fonctionnent, regroupant pour le moins 10000 personnes. Un Comité de Résistance peut se retrouver partout: à l'usine, à l'université, dans le quartier, la paroisse, dans les centres de loisirs, dans les bureaux, à l'intérieur d'une famille, enfin partout où il y a un certain nombre de personnes disposées à lutter.

Une personne prend l'initiative d'en contacter une autre, clandestinement, puis une autre, etc. Si le comité continue à

RESISTANCE: PAS D'IMAGES SPECTACULAIRES, RIEN QUE LE VISAGE DU PEUPLE...

pliant, tendent à former un réseau, alimenté et orienté par la direction du (des) parti(s). C'est le "Mouvement de Résistance Populaire", qui se confond avec la masse du monde ordinaire, disponible pour passer à d'autres formes d'action en temps opportun.

Ni le MIR ni le Parti Communiste ne sont intéressés à jouer les FLQ, Pinochet en serait trop heureux. Ce n'est pas que les armes manquent, ce n'est pas que des commandos bien entraînés fassent défaut. Mais après l'escarmouche? Et en quoi cela —soigneusement déformé par les

SUR UN MUR DE SANTIAGO: "NON A LA JUNTE..."

3. ACCORDS DE TOUTES LES FORCES DE GAUCHE

L'objectif final, sur lequel tous les partis de gauche s'entendent, est le renversement de la Junte militaire et l'instauration du socialisme au Chili (c'est sur le comment réaliser cet objectif que les divergences se font jour: on y reviendra plus loin).

Tous les partis s'entendent aussi sur le fait que le moment actuel ne permet pas, de façon responsable, d'entreprendre des actions de type militaire, lesquelles, tout héroïques qu'elles soient, ne feraient que permettre à la dictature d'intensifier sa répression sur les militants les plus engagés, précisément, les isolant de la masse du peuple chilien pour mieux détruire, finalement, les moteurs de la résistance populaire que sont les organisations de gauche.
média de propagande des gorilles—aiderait-il la masse des gens ordinaires à s'intégrer à la lutte de résistance? "Il n'y aura d'actions militaires efficaces que quand de vastes secteurs populaires seront prêts à combattre la dictature, quand un réseau d'organisations légales, semi-légales et clandestines s'étendra aux quatre coins du pays; quand nous pourrons infiltrer massivement les Forces Armées et créer les milices dans les usines, les quartiers, les universités." (MAPU, octobre 1974). "Le but du MIR n'est pas l'affrontement isolé entre notre parti et l'appareil répressif: c'est l'affrontement d'un grand mouvement de résistance de masse, contre la dictature. Une résistance populaire qui utilise toutes les formes de lutte, économique, politique et aussi armée." (MIR, décembre 1974).

Par ailleurs, dans les déclarations officielles, aucun parti de gauche ne rejette la nécessité (ou la probabilité) ultérieure de cette lutte armée: "La Junte sera renversée et il est très probable qu'elle sera renversée militairement, conséquemment à une insurrection populaire." (Parti Communiste, février 1975)

C'est dire l'importance, avant d'en arriver là, et pour en arriver là, d'utiliser la période actuelle à des tâches de restructuration, de propagande, de pénétration dans tous les secteurs de l'activité économique, de réanimation de la lutte pour le libre exercice des libertés démocratiques, pour la reconquête du droit au travail et d'un niveau de vie décent pour les travailleurs, etc. Telles sont les tâches du moment du mouvement de résistance populaire. Plus tard viendront d'autres formes de lutte, dont la lutte armée proprement dite, quand les partis révolutionnaires se seront fondus dans le peuple, ne feront plus qu'un avec les masses, quand le peuple aura échappé à la terreur collective que le régime Pinochet fait encore régner sur lui.

S'il y a une chose enfin sur laquelle l'accord est total dans toutes les déclarations des partis de gauche du Chili, c'est la nécessité de réaliser l'unité pour lutter contre la dictature. C'est dire que l'unité n'existe pas! Dans un chassé-croisé assez ahurissant, les appels à l'unité fusent de tous côtés, les uns parfois en guise de riposte aux autres, mais l'unité ne se réalise toujours pas.

Il est clair que la Junte militaire profite largement de cette désunion. Le peuple chilien, lui, en fait les frais. Après avoir subi l'épreuve du repli, après avoir dépassé la phase de la résistance un nouveau pas à franchir: s'unifier.

4. IC, MAPU, MAPU-OC, MIR, PC, PR, PS...

Le 11 septembre 1973 a trouvé la gauche divisée en au moins sept (7) organisations politiques (sans compter les groupuscules, bien entendu). Six de ces partis étaient "unis" dans l'Unité Populaire depuis 1969, mais l'U.P. n'a jamais été un parti unique, pas plus qu'une véritable confédération de partis, mais bien une alliance électorale puis une coalition gouvernementale, d'ailleurs toujours tiraillant à hue et à dia. A lui seul, un tel luxe de sigles de partis de gauche peut faire figure de scandale. Mais ce serait avoir le scandale trop facile que de ne pas considérer que ces multiples organisations politiques font partie d'une histoire et qu'il y a plus d'un demi-siècle de luttes populaires derrière cette floraison.

Alors que le Parti Radical plonge ses racines en plein 19e siècle, et que le Parti Communiste est un des plus vieux PC qui soient (suivi de près, dans l'ordre d'ancienneté, par le Parti Socialiste), le MIR est une organisation relativement jeune, née il y a une dizaine d'années, tandis que le MAPU, la Gauche Chrétienne et le MAPU-OC, rameaux progressistes détachés de la Démocratie chrétienne, sont plus jeunes encore.

Sous l'Unité Populaire, le PC et le PS étaient largement implantés en milieu ouvrier (le PC beaucoup plus *solidement* que le PS), contrairement au PR par lequel se sentaient exprimées certaines couches de la petite bourgeoisie (fonctionnaires, professionnels). Comme force électorale le PS venait en premier lieu, suivi de près par le PC, de loin par le PR, et de très loin par les tros partis "chrétiens". Le MIR, qui ne faisant pas partie de la coalition UP (tout en lui donnant son appui critique), restait aussi une organisation de taille réduite, quoique travaillant très sérieusement et avec une assez bonne implantation dans certains secteurs paysans et parmi la population des bidonvilles (et une implantation plutôt fragmentaire dans les secteurs ouvriers de la production). Et à côté de ces partis de gauche, il restait toujours la Démocratie Chrétienne, un parti attirant à lui des gens de toutes les classes sociales, mais largement contrôlé par la bourgeoisie, ses intérêts et son idéologie de droite démagogiquement enrobée d'une phraséologie progressiste. Il reste que la DC canalisait le vote d'une fraction importante des couches populaires, dont, indiscutablement, de vastes secteurs du monde ouvrier organisé.

Cela, c'était avant le coup d'Etat. La répression fasciste qui sévit depuis lors a considérablement changé le panorama: il est évident que le score électoral d'hier n'a plus aucune signification, ou guère. Le Parti Radical, par exemple, est à peu près disparu, comme organisation. Car ce qui compte, maintenant, c'est la capacité d'organisation d'un parti. A ce titre, c'est le Parti Communiste qui "est encore la force la plus significative sur le plan ouvrier; c'est un parti réellement ouvrier; c'est un parti réellement ouvrier, qui a une importance réelle: c'est un fait induscutable, et quiconque essaie de l'ignorer commet une très grave erreur" (cette phrase n'est pas d'un dirigeant du PC mais de Manuel Cabieses, du MIR, en date du 16 mars 1975).

Quant au Parti Socialiste, traditionnellement tiraillé entre de multiples tendances et légendairement désorganisé, il se retrouve virtuellement réduit à la taille d'une petite organisation. Pour dire les choses sans nuances, il y a actuellement au Chili deux sortes de partis de gauche, quant à la taille: le Parti Communiste, et tous les autres.

Dire d'un parti qu'il est actuellement une petite organisation n'a rien de péjoratif, cela s'entend, et ne préjuge en rien de sa dynamique présente et de son rôle futur dans la libération du peuple chilien. Le MIR, par exemple, est une petite organisation. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir mis sur pied des milliers de Comités de Résistance, avec le résultat que "tout l'appareil répressif de la dictature est concentré sur le MIR" (cette phrase n'est pas d'un dirigeant du MIR mais de Laura Allende, du Parti Socialiste). Cette concentration de l'appareil répressif indique bien que dans l'échéancier de la Junte le MIR est l'ennemi à abattre en priorité, ce qui doit bien signifier quelque chose.

Mais si la gauche était unie, la Junte ne pourrait pas s'en prendre ainsi à un parti en priorité, ce qui disperserait davantage l'ennemi, permettant des progrès beaucoup plus rapides des forces de Résistance, sauvant des centaines de vies, abrégeant les souffrances de millions de Chiliens.

Mais qu'est-ce donc qui empêche que se réalise l'unité des forces de gauche?

5. DEUX ANALYSES, DEUX STRATEGIES

Au niveau de l'analyse de la situation au Chili (bases sur lesquelles doit se faire l'unité de la gauche, appréciation des contradictions au sein de la bourgeoisie, faire ou ne pas faire, et comment faire alliance avec la DC) on sent nettement qu'il y a deux pôles, le PC et le MIR, bien qu'il serait simpliste de classer sommairement les cinq autres partis de gauche en "pro-PC" et "pro-MIR".

Comme perspectives d'avenir, le PC parle d'une unité dont il serait l'élément catalyseur, autour duquel s'agglomèreraient,

en un premier cercle, tous les partis de l'U.P., et, en un deuxième cercle, tous les Chiliens qui sont contre la Junte (Teitelboim, 28 février 1975). Le MIR (qui dans la vision du PC se trouve confondu avec "tous les Chiliens qui sont contre la Junte") parle de la formation du Parti Révolutionnaire du Prolétariat, dont il serait le noyau organisateur, qui recruterait et agglutinerait les forces vives actuellement dispersées dans tous les partis de gauche et entraînerait dans sa lancée les secteurs démocratiques de la Démocratie Chrétienne et les indépendants. Il y a là bien plus que des différences de vocabulaire.

Pour l'immédiat, le PC parle d'un large "Front Antifasciste", et lance des appels du côté de la DC. Le MIR, lui, parle d'un large "Front Politique de Résistance", devant réunir les forces de gauche et les secteurs progressistes de la DC. Quelle différence, à première vue, entre un Front "antifasciste" t un Front "de résistance"?

Cette opposition de mots symbolise en quelque sorte toute la divergence qu'il y a entre le PC et le MIR. Le MIR en effet caractérise la Junte militaire comme "dictature gorille" (et A. Pascal, en décembre 1974, précise que c'est une erreur de la caractériser comme "fasciste"), alors que le PC caractérise cette dictature comme "fasciste" (et V. Teitelboim, en février 1975, précise: "Cette dictature n'est pas une dictature gorille"). Encore une fois, il faut aller voir ce qu'il y a derrière les mots, et non pas céder à la tentation d'envoyer tout ce monde-là au diable en attendant qu'ils se mettent d'accord sur le vocabulaire.

"Gorille", "fasciste", qu'est-ce à dire? en Amérique latine, on appelle "gorilles" ces dictatures réactionnaires, instruments des grands patrons alliés aux intérêts américains, qui se maintiennent au pouvoir par la force brute, sans appui populaire significatif, par l'imposition indéfinie des "mesures de guerre", réprimant sauvagement tout mouvement de révolte et toute tentative d'organisation des ouvriers ou des paysans. Quant au fascisme on sait ce que c'est. Ou plutôt, on croit le savoir, car on n'emploie pas toujours le mot dans son sens précis: quand on dit de Jean Drapeau qu'il est fasciste, on sait ce qu'on veut dire et on a bien raison de s'exprimer ainsi, mais ici il faut aller à une plus grande précision du vocabulaire.

Très précisément un régime fasciste (cf. en Europe, dans les années 30) se caractérise par son idéologie réactionnaire – le corporatisme –, la domination absolue du grand capital, et la répression brutale de tout mouvement populaire d'opposition (police politique). Mais ce qu'il y a d'important à noter dans le fascisme, historiquement, ce qui le distingue du "gorillisme" et ce qui fait sa force, c'est qu'il résout réellement la crise économique dans un pays donné, sur le dos des travailleurs, bien sûr, mais dans un tel mouvement d'expansion de l'économie que le chômage, par exemple, s'en retrouve réduit à zéro: moyennant une propagande démagogique appropriée, il en résulte un vaste mouvement d'appui populaire au régime, incluant la petite bourgeoisie et

de larges secteurs de la classe ouvrière. Vu cet appui de masse dont jouit un régime fasciste (avec un Parti, et tout), on comprend que le mouvement ouvrier et les forces révolutionnaires s'en retrouvent extrêmement affaiblis et qu'il faille, dans ces conditions, passer par une longue période de résistance passive, en comptant sur l'initiative des secteurs antifascistes de la bourgeoisie (les secteurs dont les intérêts sont lésés par le régime) pour se débarrasser en priorité du fascisme et revenir à l'Etat bourgeois "démocratique" (libéral).

Là-dessus le MIR reconnaît que le gorillisme chilien se distingue de celui des autres pays d'Amérique Latine – et se rapproche du fascisme – en ce que la répression qu'il exerce est beaucoup plus brutale et dévastatrice.

Il reconnaît maintenant que la réorganisation des partis révolutionnaires et la réactivation du mouvement de masses sont plus lents que prévu initialement, les coups reçus ayant blessé plus en profondeur qu'il n'avait été estimé.

QUAND ON DIT QU'IL EST FASCISTE, ON SAIT CE QU'ON VEUT DIRE...

Et le PC reconnaît que le fascisme chilien se distingue de celui des années 30 sur deux points importants: les militaires ne sont pas capables de résoudre la crise économique (dans un contexte de dépendance totale, impossible de songer à de l'expansionnisme), et la base d'appui social qu'a pu avoir le régime Pinochet n'a pas tendance à se transformer en appui des masses populaires, au contraire, elle s'effrite chaque jour.

Sans parler de "se subordonner aux fractions bourgeoises opposées à la Junte", comme l'en accuse le MIR, le PC n'estime cependant pas stratégiquement opportun de lancer toutes ses énergies dans la réactivation du mouvement de masses: significativement, il ne parle guère de Comités de Résistance... Mais maintenant, non moins significativement, il parle moins qu'en décembre 1973 de "dialogue avec les dirigeants" de la Démocratie Chrétienne. Tout comme le MIR, de son côté, voit comme moins prochaine qu'en janvier 1974 l'entrée en action des "détachements armés des partis" et la formation de "l'armée révolutionnaire du peuple."

Alors, sans aller jusqu'à dire qu'au fond le MIR et le PC sont d'accord–le PC continue à parler d'une stratégie antifasciste et le MIR d'une stratégie antigorille, le "Mouvement de Résistance Populaire"–il semble se dessiner un mouvement de rapprochement entre les deux analyses de la réalité actuelle. Nulle part cela n'apparaît très explicitement et la polémique continue, acerbe à l'occasion. Cela se sent, cependant, à certains accents qui changent lentement de place, et il faut peut-être faire le pari que l'unité est en train de mûrir.

C'est peut-être le MAPU qui exprime avec le plus de force la volonté de rapprochement des points de vue opposés. Sans renoncer à caractériser la dictature actuelle de "gorille", il n'hésite pas à parler de "Front Antifasciste", mais insiste que "ce Front se construit aujourd'hui essentiellement par la base" et non comme un "processus superstructurel", que le moment est venu pour le peuple de passer à une phase de "résistance active", que cela est le facteur clé "pour entraîner résolument la bourgeoisie démocratique dans la lutte antifasciste". Le tout résumé, dans la bouche du Secrétaire général du MAPU, par cette phrase pathétiquement unitaire, au niveau même de sa formulation: "Les Comités de Résistance seront l'expression, à la base, du large Front Antidictatorial et Antifasciste et constitueront le vaste mouvement de résistance populaire nécessaire pour renverser la dictature..."

Le peuple chilien, lui, pâtit sous une botte, fasciste ou gorille, dont il sait très immédiatement qu'elle l'écrase jour après jour. Il attend de ses dirigeants, de tous les partis, qu'ils soient assez révolutionnaires pour faire *une* bonne analyse de la situation et pour mettre à exécution *une* stratégie efficace de libération.

GORILLES A LA DEMARCHE FASCISTE.

Que les Chiliennes soient délivrées de la torture

(MONTRÉAL MATIN 18-4-75)

par Micheline RAYMOND

"Les femmes chiliennes n'ont pas d'alternative. Ou elles meurent de faim ou elles s'incorporent à la lutte contre la Junte de Pinochet en participant au Mouvement de résistance populaire". Voilà ce que déclarait hier Carmen Castillo, de passage à Montréal, cette militante du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) qui était la compagne de Miguel Enriquez, ancien secrétaire général de ce mouvement, mort au combat le 5 octobre 1974.

● Des femmes emprisonnées et torturées

Depuis le coup militaire de septembre 73 au Chili, rien ne va plus pour la classe ouvrière. L'année 75 a été proclamée l'Année internationale de la femme. On utilise tous les mots possibles pour parler de la libération de la femme. Pourtant un nombre effarant de femmes souffre et subit des tortures dans les prisons du Chili.

Voilà pourquoi depuis près d'un mois, le Comité de solidarité Québec-Chili a lancé une campagne pour la libération des femmes chiliennes emprisonnées. "Faire cette ... de dire ...

● La Junte n'épargne pas les femmes

– Carmen Castillo

... entendue par le Tribu...

La campagne pour la libération des femmes chiliennes emprisonnées, dont vous avez probablement entendu parler par l'intermédiaire du bulletin Chili-Québec (No. 13) ou par les divers média d'information, avait comme objection immédiat d'obtenir la libération de six femmes chiliennes emprisonnées et comme objectif à plus long terme d'obtenir la libération de toutes les femmes chiliennes détenues et torturées par la junte militaire, d'élargir les bases d'appui à la résistance chilienne, d'amener les travailleurs québécois à la soutenir et d'attirer l'attention sur la participation des femmes chiliennes à la luttes politique.

A l'assemblée générale du Comité Québec-Chili du 11 mars 1975, trois comités furent formés sous la coordination de la permanence, pour mettre sur pied et mener à terme cette campagne. Faisaient partie de ces trois comités, des militants de syndicats et de groupes populaires.

COMITE DE PRESSE

Le "comité de presse", composé de cinq personnes, elle avait comme mandat d préparer une conférence de presse pour lancer officiellement la campagne (a eu lieu le 18 mars), d'organiser un groupe d'appui pour la conférence (constitué de femmes québécoises, de femmes chiliennes) et de prendre en main la couverture de presse pendant la tournée de Carmen Castillo (représentante du Mouvement de Résistance Chilienne) et pour le meeting du 18 avril.

Le travail du "comité de presse" a été des plus productif: pour la première fois, le Comité Québec-Chili a été sollicité comme tel pour des entrevues à la radio (Présent à Radio-Canada) et à la télévision (Actualités 24, Femmes d'aujourd'hui). On a également remarqué la coopération soutenue de Radio Centre-Ville. Quant aux différents quotidiens, ils ont fait pour une fois une couverture de presse correcte. Somme toute, une diffusion large qui a facilité de nouveaux contacts.

COMITE INFORMATION-MOBILISATION

Un deuxième comité devait s'occuper de l'aspect "information-mobilisation". Les douze militants qui en faisaient partie (pour la plupart nouveaux au Comité Québec-Chili) avaient chacun la responsabilité d'un secteur de la population en ce qui concerne la diffusion de l'information sur la campagne et sur le meeting (au moyen de la vente des cartes postales et des bulletins, et de la distribution de tracts et d'affiches).

Près de 17,000 cartes postales ont été distribuées et 1500 bulletins Chili-Québec ont été vendus en quelques jours à Montréal et dans différentes régions du Québec. Les groupes populaires de St-Michel, Hochelaga-Maisonneuve, Centre-Sud, Pointe St-Charles, ont été rejoints par l'entremise de militants progressistes. A la CEQ, au Conseil Central de Montréal et à la FNEQ, des militants du comité sont allés rencontrés les travailleurs de ces syndicats et ceux-ci ont encouragé concrètement notre lutte en achetant un nombre important de cartes postales. Le Parti Québécois, à sa réunion du Conseil National, a appuyé officiellement la campagne et a dénoncé l'attitude du gouvernement canadien face à la réunion du Club de Paris (c.f. Bulletin no. 14).

Le comité a reçu un appui concret et efficace de groupes de militants socialistes. Des tracts ont été distribués lors de la fête des femmes et au moment de la manifestation des garderies On nous a sollicités à maintes reprises pour des réunions d'information en milieux populaires, syndicaux et étudiants. Dans la province, d'autre comité Québec-Chili ont appuyé activement la campagne. Par exemple, celui de Hull a organisé une soirée sur la question et s'est occupé de la distribution des cartes et des bulletins dans la région. Soulignons enfin le travail du "Groupe d'appui à la Résistance Chilienne", (formé de femmes chilienne) qui a monté un diaporama qu'elles ont présenté à plusieurs groupes de travailleurs québécois pour mieux faire connaître la participation des femmes à la lutte de libération de tout le peuple chilien.

COMITE DU MEETING

Un troisième comité devait finalement prendre en charge la préparation du contenu du meeting (18 avril) et son organisation technique. Ce comité était composé de huit personnes, dont deux du Comité Québec-Chili. C'est à ce meeting que Carmen Castillo (représentante de la Résistance Chilienne) a prononcé le discours que vous retrouverez dans les pages de ce présent bulletin.

Ce meeting a rassemblé plus de 1300 travailleurs chiliens et québécois. Bien que le contenu de la soirée ai été pertinent politiquement et ait permis d'avancer dans la réflexion il reste que le Comité a dû faire une dure critique par rapport à l'aspect organisationnel et technique.

SOUTIEN FINANCIER DE LA RESISTANCE

Nous avions profité de cette soirée pour lancer le disque "Chansons de la Résistance Populaire Chilienne", enregistré à Paris par le groupe chilien "KARAXU" et reproduit au Québec par le Comité Québec-Chili. Ce disque est disponible au Comité et tous les profits de la production vont à la Résistance chilienne.

PREMIERES VICTOIRES

Cette campagne, menée internationalement, aura permis un certain nombre de victoires concrètes. Par exemple, deux des six femmes pour lesquelles nous faisions plus spécifiquement la campagne, ont été libérées. Il s'agit de Laura Allende, membre du Parti Socialiste et parlementaire sous l'Unité Populaire ainsi que Maria Josefina Miranda, membre du Parti Communiste chilien. Elle aura également permis de mieux connaitre la participation des femmes dans la lutte politique et susciter la participation des québécois aux efforts internationaux de libération des travailleurs.

CONSOLIDER LES ACQUIS ET CONTINUER LE TRAVAIL

Mais tous ces efforts sont à poursuivre. Concrètement, un travail de mobilisation a déjà été entrepris pour libérer la journaliste chilienne Gladys Diaz qui est emprisonnée et torturée depuis plusieurs semaines par la junte militaire. En France, une organisation a été mise sur pied pour l'envoi de demandes de libération de femmes bien précises au gouvernement chilien. Il est également possible d'écrire directement à ces femmes emprisonnées pour leur manifester notre appui. Si vous êtes intéressés par ce type d'action, vous pouvez communiquer au Comité Québec-Chili (842-8459).

Nous sommes conscients que cette campagne a permis des acquis au niveau du travail d'information (par exemple, information massive objective par les mass-média) et au niveau de la mobilisation de nouveaux militants. Il reste que tous nos gains sont partiels. Il s'agit maintenant de les consolider en essayant de continuer de développer l'information sur la situation du peuple chilien et en créant des formes de solidarité concrète.

GLADYS DIAZ ET SON FILS PRIS EN OTAGE.

Les chrétiens pour la solidarité avec le Chili ont lancé dernièrement une vaste campagne de solidarité économique pour parrainer un groupe de 100 enfants, fils de prisonniers politiques. Ils proposent à leurs lecteurs une contribution de $5. pour venir en aide à ces enfants qu'il faut nourrir, soigner, vêtir, éduquer, cacher et dans plusieurs cas, exiler hors du Chili car ils sont recherchés par les militaires pour être amenés en otages. On pratique la torture physique sur les petits enfants, en présence de leurs parents pour faire parler ces derniers, on torture aussi les parents en présence de leurs enfants". Cette révélation d'un organisme international a horrifié le monde entier.

Malgré les efforts entrepris pour faire cesser cette répression sordide, la situation n'a pas changé, au contraire, cette méthode de chantage s'intensifie de jour en jour. Dans une lettre parvenue aux Chrétiens pour la Solidarité avec le Chili, un prêtre de Santiago décrit sa journée du 15 mai: "Ce que j'ai vu aujourd'hui peut vous paraître

un conte. Je vis dans une complète indignation quand je vois des gens se faire martyriser sordidement. J'ai dû amener à l'hôpital une femme enceinte de 7 mois et demi, épouse d'un prisonnier. Elle a été frappée au ventre, à la tête et aux bras; membrane du liquide amniotique déchirée, on a dû effectuer un accouchement artificiel d'urgence. C'était son premier accouchement, elle a 18 ans. Cruauté sordide, sur des personnes innocentes, pratiquée dans le but de briser son mari et l'obliger à parler. Quelques heures plus tard, 2 enfants ont été arrachés à la vigilance de leurs grand-parents et amenés par les militaires. Leur mère est présentement en prison. On prend les enfants en otage pour obliger leurs parents à se rendre aux militaires. Ce sont des cas concrets que je connais personnellement. Je te fais grâce d'autres bestialités que je ne veux pas te raconter."

La campagne lancée par les Chrétiens pour la Solidarité avec le Chili a donné jusqu'à maintenant des résultats très positifs. Nous encourageons nos lecteurs à y participer. Toute contribution devra être adressée à:

Patrick Donovan
Case Postale 115,
Station N Montréal

LIBERTE POUR LES MARINS

Où en sommes-nous avec la campagne de solidarité pour la libération des marins chiliens emprisonnés? Afin d'évaluer le chemin parcouru et les résultats de cette campagne, il serait bon de répéter une fois de plus quels étaient les objectifs de cette campagne. Il y a en premier lieu, un objectif humanitaire: obtenir la libération des marins emprisonnés et des civils Luna et Pacheco détenus avec eux. Pour ce qui est de cet objectif, des résultats importants ont été obtenus. En effet, la Marine de Guerre chilienne a toujours voulu maintenir le secret le plus hermétique autour de cette affaire et plusieurs marins étaient passibles de la peine de mort. Dernièrement, des juristes français en tournée au Chili, ont été informé par la Junte militaire que les procès contre les marins seront publics et que le procureur militaire demandera en général des peines d'emprisonnement variant entre 10 et 25 ans. L'objectif initial, la libération des marins, n'a pas encore été obtenu, mais comme vous pouvez le constater, il y a eu des progrès significatifs. A Montréal et au Québec en général, on a aussi participé à cette campagne en signant des pétitions, en envoyant des cartes postales au Chili (4,000) et des articles ont été publiés dans des journaux et des revues. Si l'on tient compte du fait qu'il existait au même moment la campagne pour la libération des femmes chiliennes emprisonnées, les résultats ont été satisfaisants.

Le deuxième objectif, très relié au premier, a des perspectives d'une grande impotance politique. En effet, une campagne pour la libération d'hommes de troupe dans la mesure où elle réussit, aide à briser, à fissurer la discipline, la hiérarchie militaire et fait apparaître la gauche chilienne comme le seul défenseur des soldats et des marins face à l'arbitraire et à l'oppression des officiers et de la Junte. Il est difficile de mesurer, d'évaluer les résultats de cet objectif; mais déjà de nombreux témoignages de prisonniers nous indiquent par exemple que les soldats veulent de moins en moins être utilisés comme tortionnaires et quelques-uns vont même jusqu'à aider dans la mesure du possible.

Le troisième objectif est de venir en aide économiquement aux familles des marins emprisonnés. En effet, celles-ci sont sans ressources financières depuis bientôt deux ans. Une fête folklorique chilienne (peña) a été organisée à cet effet à Montréal le 16 mai; environ 400 personnes y ont participé et plus de $1,000 ont ainsi été obtenu et seront envoyé au Chili, aux familles des marins.

Comme on peut le constater la campagne a donné jusqu'à maintenant de bons résultats et on doit continuer, avec peut-être des moyens différents, à exiger la libération des marins. L'erreur la plus importante et qu'il ne faut surtout pas répéter, afin de ne pas gaspiller des énergies et de perdre des occasions, c'est l'absence d'une planification bien établie.

DU PEUPLE
COMITE DE SOLIDARITE
AVEC LES MARINS CHILIENS
EMPRISONNES

Nous avons reçu dernièrement du Chili des renseignements sur la situation personnelle et les besoins matériels et économiques de 41 marins emprisonnés. Tous ces marins ont besoin d'un contrat de travail ou d'une offre de travail pour être libéré et quitter le Chili. En effet, la Junte militaire accepterait probablement d les libérer, si un pays acceptait de les recevoir. La majorité de ces marins ont une spécialité en électricité, en mécanique ou en électronique. De plus, tous ont besoin d'une aide financière ou matérielle pour leur famille: de l'argent, des vêtements, etc.

Vous pouvez certainement envoyer quelque chose au Chili. En communiquant avec Michel Beau bien au Comité Québec-Chili, 356 Ontario est, Mtl. Tél. 842-8459 on pourra vous donner de plus amples informations et vous indiquer la façon d'envoyer cela au Chili.

L'isolement économique: une arme efficace

On l'a vu, le blocus économique contre un gouvernement est une arme efficace. Les Américains l'ont utilisé contre les révolutionnaires cubains, puis contre le gouvernement Allende. C'est suite à ces expériences que les militants de la gauche chilienne, à l'extérieur, ont lancé une vaste campagne de boycottage et d'isolement de la dictature.

Dans le cadre d'une économie capitaliste, un pays dépendant des crédits, des investissements étrangers et du commerce extérieur comme l'est le Chili, ne peut survivre longtemps, s'il est coupé du reste du monde. La gauche chilienne veut donc empêcher: 1) que les militaires se servent des capitaux étrangers pour accroître son appareil militaire et répressif; et 2) qu'ils consolident leur pouvoir usurpé par la force.

Le boycottage des pays européens

Plusieurs pays ont commencé à boycotter la dictature chilienne, cherchons-en les vraies raisons.

Le remplacement des militaires par des civils (moins brutaux) permettrait à bien des gouvernements libéraux (Angleterre, Suède, Danemark), ou de centre (France, Italie, Belgique, etc...) de faire des "affaires" au Chili, sans craindre trop de critiques de la part de l'opposition du gauche. (On serait porté à croire que telle opposition n'existe pas au Canada puisque notre gouvernement n'est pas gêné de s'entendre à merveille avec des assassins!)

Au Chili, l'alternative aux militaires vient de la Démocratie Chrétienne (D.C.) qui a des alliés puissants chez les partis D.C. d'Europe (Italie, Belgique (1), Hollande, Allemagne). On peut voir que l'attitude de ces pays n'est pas avant tout humanitaire, qu'elle est politique, c'est-à-dire qu'elle soutient ses alliés politiques.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par contre, les pays non-alignés, Cuba et l'Algérie en tête, de même que les pays du bloc soviétique ont d'autres motivations, il s'agit davantage de la lutte contre la réaction et le fascisme.

Cuba et l'Algérie jouent un rôle déterminant dans l'isolement du Chili et gagnent chaque jour de nouvelles victoires, amenant des pays latino-américains et africains à soutenir la Résistance. Ces pays ont mis à la disposition des militants chiliens à l'extérieur du temps de Radiodiffusion qui va au Chili, informer la Résistance de ce qui se fait à l'extérieur.

Continuer les dénonciations publiques

Des associations de juristes, parlementaires, journalistes, toujours plus nombreuses, condamnent les militaires. Des Commissions d'enquête et Tribunaux publics comme le Tribunal Russell II (Belgique, janvier 75) et la Commission sur les Crimes de la Junte (Mexique, février 75) informent l'opinion publique internationale et contribuent à stimuler le travail de solidarité.

Ces actions ont des répercussions réelles sur le sort des prisonniers politiques, la diffusion d'informations sur les détentions, tortures, etc..., ont sauvé plus d'un, de la mort. Quant il est rendu public que tel ou tel autre militant est arrêté, il est alors difficile pour les militaires de le tuer, il ne faut donc pas sous-estimer l'importance des commissions qui vont au Chili, car elles apportent des informations qui contribuent à faire diminuer la répression.

Solidarité ouvrière avec la Résistance

Les syndicats anglais font montre d'une solidarité fantastique depuis septembre 73. Ils continuent à boycotter fabrication et réparation du matériel de guerre et à quelques occasions ont refusé de charger et décharger des bateaux chiliens. Les débardeurs hollandais viennent de refuser de décharger un bateau chilien chargé de fruits.

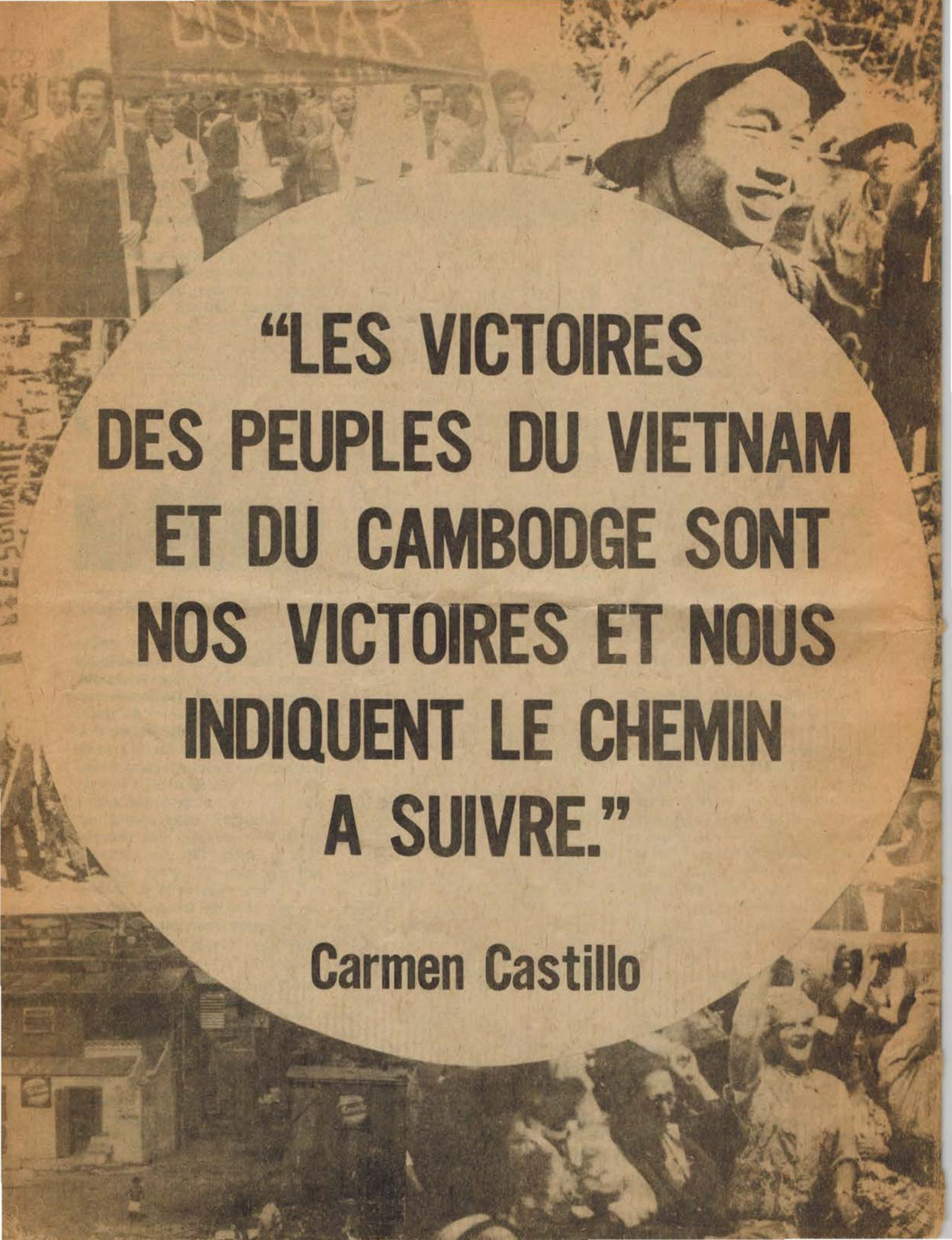
ILS ONT MONTRE UNE GRANDE COMBATIVITE.

C'est en bonne partie grâce aux pressions des travailleurs anglais que le gouvernement britanique a dû publiquement renoncer à renégocier la dette extérieure du Chili et qu'une victoire temporaire a été remportée avec l'ajournement "sine die" de la réunion du Club de Paris. La réunion a été annulée, plusieurs pays ayant dit qu'ils ne voulaient pas renégocier la dette (2). Le Canada, lui, n'a rien dit, c'est tout dire, il est bien prêt à donner un peu plus de temps, aux gorilles pour rembourser leur dette(3).

1. Le gouvernement belge a déclaré l'ambassadeur chilien, "persona non grata" et l'a obligé à s'en aller.

2. Même le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale sont réticents à prêter massivement de l'argent à la Junte à cause de la profondeur de la crise économique.

3. Le Canada vient d'accorder à la Junte de reporter sa dette de 19.2 millions. Nos pressions ont encore été vaines.


"LES VICTOIRES
DES PEUPLES DU VIETNAM
ET DU CAMBODGE SONT
NOS VICTOIRES ET NOUS
INDIQUENT LE CHEMIN
A SUIVRE."
Carmen Castillo